



Dans ce numéro, **Pascal Cayeux**, salarié de la CPAM, et membre de la CE de l'Union Locale CGT

Propos recueillis par Cédric TURCAS

**Peux-tu nous parler de ta vie professionnelle, en quoi consiste ton travail ?**

Depuis septembre, je suis technicien prestations dans le plus gros service de production du site de Saint-Nazaire (80 salariés sur 270). Mon job consiste à étudier le droit au règlement des arrêts de travail maladie pour les assurés du département. Lorsque les droits sont ouverts j'effectue le paiement.

**Comment as-tu découvert le syndicalisme et la CGT en particulier ?**

Je suis un enfant de syndicalistes biberonné aux discussions politiques et syndicales depuis tout jeune. Avant d'atterrir à la CPAM j'ai fait près de 10 ans de petits boulots en CDD et en interim. Au début cette précarité me satisfaisait car elle me permettait de voyager mais ensuite j'ai commencé à subir cette précarité. Par 2 fois j'ai poursuivi mon employeur aux Prud'hommes et c'est la CGT que j'ai sollicité à Nantes puis à Saint-Nazaire pour à chaque fois obtenir gain de cause. Embauché à la CPAM, j'ai rapidement côtoyé des collègues dans les manifs interpro et j'ai fini par adhérer à la CGT.

**Le combat est rude en ce moment. Le gouvernement apparenté socialiste est bien loin des attentes des salariés, comment est ressentie l'action gouvernementale dans ton environnement professionnel ?**

A la CPAM les salariés sont touchés de plein fouet par l'action du Gouvernement : nos directeurs à Paris exécutent les ordres du Ministère de tutelle. Conséquences : pas d'augmentation générale des salaires et aucun remplacement de départ en retraite pour 2014!

En 10 ans, le site de Saint Nazaire a perdu 35% de salariés.

Le sentiment qui peut prédominer c'est que droite et gauche c'est la même chose. Les collègues de travail semblent majoritairement plus désabusés que révoltés par l'action gouvernementale.

**La CGT, a pour objectif de construire une campagne de fond contre le coût du capital à travers les revendications sur l'emploi, les salaires et la protection sociale qui te concerne au premier chef. Comment s'est engagée cette campagne au sein de la CPAM et comment est-elle prise en compte par les salariés ?**

Si les salariés de la CPAM ont conscience du manque d'effectif et de la faiblesse des salaires toute la difficulté est de convaincre de bouger pour faire entendre leurs revendications.

Paradoxalement, alors que mes collègues œuvrent pour faire fonctionner une partie de la protection sociale, la disparition annoncée des cotisations sociales familiales n'a pas choqué grand monde. Régulièrement pourtant le syndicat CGT de la CPAM rappelle dans ses tracts l'importance des cotisations sociales qui permettent notamment de pallier les risques liés à la maladie au chômage ou à la vieillesse. Les conséquences de la crise financière auraient été encore plus dramatiques sans l'amortisseur social qu'est la protection sociale.

**Cette campagne se veut large, unitaire et surtout interprofessionnelle, quelle serait ta définition de l'interprofessionnel à la CGT ?**

L'interpro, c'est sortir de sa boîte pour des rencontres, c'est la prise de conscience par les salariés et privés d'emploi de revendications communes quel que soit le secteur d'activité et c'est la seule force qui puisse rassembler des millions de motivés dans la rue.

**Un petit mot de conclusion**

Le 18 Mars une grande journée d'action interpro de manifestation et de grève est organisée par la CGT et d'autres O.S. La réussite de cette journée doit inciter le gouvernement à enfin écouter les revendications des salariés sur les salaires les emplois et la protection sociale.

MARS 2014



# CONTACT !

L'Info de l'interpro

Actualité

**D**IVIDENDES FORMIDABLES, SALAIRES FORT MINABLES

**Que la période est difficile nous direz-vous?**

C'est la crise, chaque jour qui passe, le même message sur les ondes, le petit écran ou le canard. Mais cette crise, est-ce vraiment celle des salariés ? Peut-être que le coût du travail est trop élevé chez nous, en France ?

Faisons un effort et ça ira peut-être mieux demain. Il n'en est rien, en 2013 encore la France n'a jamais produit autant de richesses. En revanche la part des dividendes dans la valeur ajoutée est passée de 5% en 1980 à près de 25% aujourd'hui. Pendant ce temps la part des salaires quant à elle a diminué de + de 5% depuis 1980.

Ce n'est donc pas le travail mais le capital qui coûte cher au quotidien. Une minorité de capitalistes s'accaparent le fruit de notre travail.

Sur le bassin, plus de 60 000 personnes sont privées d'emploi et dans le même temps le patronat exploite des salariés détachés venus de toute l'Europe et au-delà dans des conditions inacceptables. C'est ce modèle de réduction du coût du travail que prône le capital.

Ce même modèle sert de terreau aux idées d'extrême droite.

Ces travailleurs sont les premières victimes du coût du capital sur notre territoire. Soyons, nous CGT, auprès de ces salariés, ces privés d'emploi pour revendiquer les mêmes droits pour tous. A commencer par un travail et un salaire décent. De l'argent il y en a, exigeons notre part des richesses créées sur notre territoire.

Face à ce constat, la CGT doit s'organiser pour demain créer le rapport de force nécessaire pour porter ces revendications. A mi-mandat de notre 48ème congrès, l'Assemblée Générale qui se déroulera le 3 avril prochain sera l'occasion de faire le point sur l'avancement de nos orientations et les moyens que ce donne notre Union Locale pour parvenir à ses ambitions.

Les dossiers de déploiement syndical doivent être notre priorité pour renforcer notre CGT et notre connaissance des entreprises, notamment dans le secteur du Commerce et sur la zone de Brais.

**Ensemble, faisons la démonstration que notre travail n'est pas un coût mais une chance pour la relance de l'économie par la consommation des salariés payés à leur juste valeur !!!**

Cédric TURCAS



## LA DETTE POUR LES NULS

**C**'est bien connu, l'emploi public est budgétivore, il grève les comptes de l'Etat et creuse la dette.

Bon, parfois, c'est aussi les régimes de retraites qui creusent la dette, ou la sécu, ou les chômeurs, cela dépend du secteur que nos gouvernants veulent désintégrer...euh, pardon, moderniser...

Alors, bien sûr, la dette publique cela n'est pas rien. « La dette publique de la France est l'ensemble des engagements financiers, sous forme d'emprunts, pris par l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics français . »

L'INSEE a évalué la dette publique à 1833,8 milliards d'euros fin 2012. Pas vraiment des queues de cerises.

Mais sont-ce vraiment les vaillants petits fonctionnaires (ou les retraités, ou les malades, ou les chômeurs, ça dépend du secteur que nos gouvernants veulent désintégrer...) qui ont creusé ce « grand trou » avec leurs salaires (ou leurs pensions, ou leurs frais médicaux, ou leurs indemnités, ça dépend etc...)?



**Chaque seconde, les intérêts de la dette publique de la France coûtent 2490€, plus de deux mois de salaire d'un smicard.**

Ben oui ! Il y a la dette, c'est une chose, mais il y a aussi, il y a surtout les intérêts de la dette !

En 2013, les intérêts de la dette, c'est 46,9 milliards d'euros, plus que le budget de l'enseignement scolaire (45,7 milliards).

### Une bombe à retardement

Jusqu'en 1973, la Banque de France était le banquier naturel, et donc le prêteur de l'Etat. A taux zéro.

La loi du 4 janvier 1973, surnommée loi « Rotschild » en référence aux liens étroits qui unissaient le banquier d'affaire et le Président de la République Georges Pompidou qui avait été son salarié, a mis fin à la possibilité pour l'Etat de se financer directement auprès de la Banque de France, pour l'obliger à emprunter sur les marchés financiers...



Tic-tac, tic-tac...la machine infernale est en marche !

Depuis 1973, le montant des intérêts payés dépasse largement celui de la dette. Et c'est l'intérêt dû qui recrée de la dette, qui recrée de l'intérêt, qui recrée de la dette...

Histoire sans fin. Comme dans la mythologie grecque, la dette publique est devenue un monstre gigantesque et protéiforme qui enfle démesurément et se nourrit de ses victimes.

### A qui profite le crime ?

Aux fonctionnaires ? Ou aux retraités, ou aux malades, ou aux chômeurs, ça dépend etc...?

Les détenteurs de la dette publique, ceux à qui sont versés ces milliards d'intérêts, ce sont d'abord les banques, celles-là même que la Banque de France et la BCE ont renfloué gracieusement en 2008/2009 « parce qu'il fallait sauver le système bancaire ».

Joli tour de passe-passe ! Ce sont ensuite divers créanciers, investisseurs ou Etats.

Selon le journal Le Monde (23/06/2011), les trois plus gros détenteurs étrangers de la dette française seraient les îles Caïman, le Luxembourg et le Royaume-Uni (Jersey, Ile de Man...)

Et qui possèdent des comptes dans ces paradis fiscaux ?

Gageons-le, assez peu de fonctionnaires (ou de retraités, ou de malades, ou de chômeurs).

Tout au contraire, ce sont les fonctionnaires, les retraités, les malades, les chômeurs, bref tous les gagne-petits que l'on ponctionne et qu'on rationne pour nourrir la bête...pardons, la dette.

### Choux, carottes et perroquets.

Pour diaboliser la dette publique et justifier ainsi la politique de rigueur, on nous bassine avec le ratio dette/PIB.

Cela n'a aucun intérêt, et surtout aucun sens.

Souvenons-nous de l'École primaire : on y a tous appris que l'on ne pouvait pas additionner des choux avec des carottes, que cela n'a pas de sens. Diviser des choux par des carottes ou des carottes par des choux non plus.

Quand on parle de ratio dette/PIB, c'est pareil. Le PIB est un flux : en gros le résultat de l'activité de tous les acteurs économiques sur une année.

La dette publique est un stock.

Diviser un stock par un flux, c'est comme diviser des choux par des carottes.

Et donc, lorsque l'on nous parle (à la radio, à la télévision, dans la presse écrite) du ratio inquiétant dette/PIB, on peut être à peu près sûr que l'on a affaire à un perroquet qui ne sait pas de quoi il parle.

### La dette peut être chouette !

Curieusement, tous ceux qui nous présentent la dette publique comme un fardeau ne prennent le problème que du côté des dépenses, jamais des recettes, et omettent bien d'évoquer ce à quoi elle sert.

Aucun n'a la franchise de dire que réduire la dette par la réduction des dépenses, c'est moins d'écoles (ou, au choix, plus d'élèves par classe), moins d'hôpitaux et de maisons de retraites, moins d'entretien du réseau routier, une justice encore plus lente...

La dette de l'Etat, c'est de l'investissement au service de tous.

**Cette dette-là, débarrassée des intérêts parasites, est parfaitement légitime, utile et nécessaire.**

## MOBILISATION LE 18 MARS PROCHAIN!!!!

**L**e 6 février dernier la CGT a lancé l'initiative d'un mouvement interprofessionnel pour la défense de l'emploi, des salaires et de la protection sociale avec 148 rassemblements au niveau national. 700 militants de la CGT étaient présents dans les rues de St Nazaire. Le contexte social est à l'image de la météo : le pouvoir d'achat et le marché de l'emploi prennent l'eau de toutes parts sous la pression partisane du patronat et la bienveillance libérale du gouvernement.

La soif des libéraux n'a pas de limite. Après l'accord « compétitivité », une énième réforme des retraites ou un pacte de « responsabilité » sont propices à favoriser le dumping social dans les entreprises. Les destructions d'emplois demeurent malgré les prières du Président Hollande qui ne sont pas entendues par le prophète « croissance ».

Ce recul de l'emploi est ainsi un prétexte pour Gattaz et ses sbires d'imposer plus de flexibilité, pour geler ou rogner toujours plus les salaires, pour mettre en péril le financement de la protection sociale au seul profit de l'actionnariat premier prédateur du progrès

social, principal acteur des « coûts » portés par le capital.

A l'occasion de ce rassemblement, à l'image de nos camarades de SMH, les militants CGT sont intervenus pour démontrer que, malgré la rudesse des coups infligés par le patronat, la lutte n'était pas vaine et que ce rapport de force engagé par la CGT porte la capacité d'impulser un changement de société basé sur une meilleure répartition des richesses.

A l'initiative de la fédération des organismes sociaux CGT, désireuse d'engager une action contre la politique d'austérité MEDEF/Gouvernement qui fait peser de graves dangers sur la Sécurité Sociale, la confédération CGT donne rendez-vous pour poursuivre et élargir cette mobilisation le 18 mars prochain.

Sur fond d'un nouvel accord inique menaçant toujours plus l'héritage du Conseil National de la Résistance, cette date sera l'occasion d'offrir des perspectives aux salariés en menant une nouvelle offensive au profit de l'emploi, des salaires et de la protection sociale.



## CGT SPIE : VICTOIRE SUR LE SITE DE DONGES

Après 4 fois 2 heures de débrayage, nous avons obtenu l'augmentation de 10 centimes d'euros de la prime Seveso passée de 40 ct à 50 ct de l'heure et l'attribution d'une prime d'environnement de 25 ct d'euros de l'heure pour tout le personnel (bureau et atelier) travaillant sur le site du centre de travaux de Donges. Ainsi que 3 heures forfaitaires journalières de prime de travaux insalubres pour les travailleurs du service serrurerie Airbus.

La CGT SPIE remercie la vingtaine de camarades encartées et non encartées de leurs actions. C'est par de telles actions que nous progresserons dans nos revendications.



Daniel Pouleau